

Rien à céder, tout à gagner

Retenus vendredi 16 septembre par les salariés en colère contre un plan de suppression de 127 emplois sur 200, les cadres dirigeants de Constellium dans la Somme se sont enfuis comme des voleurs par un trou percé dans le grillage avec l'aide de la gendarmerie. Tout un symbole.

Déjà une nouvelle vague de licenciements

Depuis quelques mois les attaques sur l'emploi reprennent de plus belle. Dans une interview au Figaro, le PDG du groupe Peugeot Citroën, Philippe Varin, a non seulement confirmé à demi-mots la fermeture prochaine des usines d'Aulnay-Sous-Bois en Seine-Saint-Denis et Sevelnord dans le Nord, mais annoncé un nouveau plan d'économies par le renvoi des intérimaires et une pression accrue sur les sous-traitants. La liste des sites menacés s'allonge dans tous les secteurs : Goodyear à Amiens, Arcelor à Florange, Fralib près de Marseille, etc.

Comme lors de la précédente vague de licenciements de 2009, les patrons profitent de l'inquiétude suscitée chez les salariés pour exercer des chantages. A l'usine Still de Montataire, qui fabrique des chariots élévateurs dans l'Oise, la direction avait imposé une augmentation du temps de travail de 10 % sans compensation de salaires. Fin juillet, les 255 salariés apprenaient pourtant la fermeture de leur site.

Le chantage des patrons voyous

Aux Fonderies du Poitou, dans la Vienne, c'est une baisse de salaire de 25 % qui est programmée au nom de la sauvegarde de l'emploi. Mais les 400 salariés ne l'entendent pas de cette oreille : en grève depuis début septembre, ils refusent ce chantage qui ne vise qu'à faire des économies pour payer un futur plan de licenciements.

Mensonges, chantage et méthodes de voyous ne sont pas l'apanage des spéculateurs et des banquiers. Comme leurs compères de la finance, les barons de l'industrie usent de tous les moyens pour faire payer les frais de leur crise aux travailleurs. Pendant que les uns spéculent sur la dette des Etats et imposent de dramatiques mesures d'austérité

dans le monde entier, les autres produisent en masse... du chômage et des bas salaires. Avec l'aide et la bénédiction de gouvernements, qu'ils soient de droite comme ici ou de gauche comme en Espagne et en Grèce.

En France aussi, la gauche ne manque pas de candidats pour diriger le prochain gouvernement de combat contre les travailleurs. Ils étaient six à se presser jeudi dernier sur les ondes, pour tenter de gagner les votes des salariés grâce à leur programme dérisoire. « Emplois d'avenir » pour Martine Aubry, « contrats de génération » pour François Hollande, les mesures proposées ont de quoi rassurer le patronat, pas de le faire trembler : elles se résument à de nouveaux allègements de charges. Pour le Parti Socialiste, pas question d'évoquer une quelconque contrainte sur les licenciés, il faudrait au contraire leur faire de nouveaux cadeaux !

Coordonnons nos luttes pour contraindre le patronat

Les travailleurs n'ont rien à attendre de l'élection présidentielle de 2012. Qui paiera la crise ? Le Medef réussira-t-il à racketter les travailleurs ? Ou les travailleurs sauront-ils acculer et contraindre les patrons et le gouvernement à leur botte ? Ces questions urgentes n'attendent pas l'an prochain.

Les batailles à venir ne suivront pas non plus le calendrier de l'intersyndicale. Avec la journée d'action annoncée pour le 11 octobre, sans appel à la grève et sans même pour l'instant de rendez-vous pour des manifestations de rue, les confédérations ne proposent même pas le minimum syndical. Et le programme qu'elles avancent est aussi timoré que les moyens qu'elles se donnent.

Il faudra pourtant saisir toutes les occasions – le 11 octobre et d'autres – pour se manifester, discuter et convaincre de la nécessité d'un plan de lutte coordonné des travailleurs pour contraindre le patronat, en commençant par interdire les licenciements et augmenter tous les salaires d'au moins 300 euros. C'est la seule voie : il faudra de véritables luttes, pas seulement des mobilisations dispersées et isolées, mais tous ensemble, de celles où l'on va jusqu'au bout.

Du multiservices au multi-sérvices

Un responsable de Vestalia du Technocentre est sous le coup d'une plainte pour harcèlement sexuel au travail. Une enquête est en cours. Ce ne serait pas la première fois que ce chef abuse de sa position hiérarchique, notamment au pôle multiservices.

A Vestalia comme avant à Renault, il s'en était déjà pris à plusieurs salariés, les faisant licencier ou les poussant à la démission. Il est grand temps de mettre fin à ce type d'agissement.

Ça commence mal

« Simplifier et rendre plus lisible l'organisation RH afin d'être plus proches des attentes des collaborateurs et des managers ». Tel se serait l'objectif de la « transformation » des Ressources Humaines Groupe. Il y a du boulot.

Et ce n'est pas gagné. Présenté en CE en juillet, le projet n'a recueilli aucun vote pour. Et alors que la « transformation » doit être bouclée en décembre, nombreux sont les salariés qui ne savent toujours pas ce qu'ils vont devenir. A croire que les cordonniers sont toujours les plus mal chaussés.

Restauration : l'Ipsos est piquante

Les résultats de l'enquête de satisfaction Ipsos sur les cantines affichés cet été ont vite été enlevés. On comprend pourquoi. Au Botanique, il y avait 29 % de satisfaits, 53 % plutôt pas satisfaits et 18 % pas du tout satisfait. Prestation un peu dégradée selon 26 % et fortement dégradée pour 20 % des sondés. 34 % recommanderaient ce self, 19 % probablement pas et 47 % certainement pas

Idem au Gradient : 35 % de satisfaits, 15 % pas du tout, 50 % plutôt pas. Prestation dégradée pour 29 % et fortement dégradée pour 13 %. 32 % recommanderaient ce self, 47 % probablement pas et 21 % certainement pas... Et encore les plus insatisfaits n'ont pas pu participer à l'enquête : cela fait longtemps qu'ils vont manger ailleurs.

Et s'ils nous fitchaient la paix ?

En juin dernier, l'agence de notation financière Fitch a confirmé la note BB+ de Renault (« placement spéculatif ») tout en saluant sa volonté « d'augmenter la production dans les pays à bas coût et de développer la flexibilité ». Une façon de pousser Renault à rechercher la rentabilité maximale par tous les moyens.

Fitch, la 3^{ème} agence de notation mondiale, est dirigée par Marc Ladreit de Lacharrière qui en est le président du conseil d'administration. Il est aussi membre du conseil d'administration de Renault, où il préside le comité des nominations et de la gouvernance. Quand les boursicoteurs et les agences de notations dirigent l'économie...

Quand Renault désespère la jeunesse

Dans de nombreux secteurs (Supply Chain, Achats...), on assiste au départ de jeunes cadres. Renault leur avait fait miroiter des évolutions de carrière rapides et avantageuses, mais la plupart ont vite déchanté. Surchargés de travail, certains en ont assez et démissionnent.

Pressions, promesses non tenues, surcharge de travail : cela finit par être le lot de tous, cadres, techniciens, ouvriers, jeunes ou moins jeunes. Et si on changeait les choses, ici et maintenant ?

Le CE à l'heure grecque

Surprise dans le guide CE 2011/2012 distribué à tous les salariés : le plafond des subventions des vacances individuelles baisse de 30 %. Les possibilités d'achat de CESU (Chèque Emploi Service Universel) sont réduites de plus de 30 %. Les formules week-ends ou séjours ont disparu. Idem pour les sorties à thème de la Toussaint des enfants... Et pas un mot d'explication dans le guide.

Alors : erreur d'impression ? Des caisses vides ? Ou bien juste une année sans élections ? On a connu le CE plus communicant.

Des niches en or massif

Parmi les niches fiscales, celles permettant de réduire l'impôt sur les sociétés arrivent en tête avec 67 milliards d'euros/an. Ainsi Renault, au lieu de payer 778 millions d'euros d'impôt en 2010, n'en a payé que 58 millions. Son taux d'imposition est passé de 34,43 % à 2,5 % ! Il était de 11 % en 2009.

Dans ces niches fiscales, on compte bien sûr le crédit impôt recherche, l'effet des différences entre les taux locaux et les taux d'imposition français et surtout la taxation à taux réduit des plus-values provenant de la cession des titres de participation (dite « niche Copé »). En 2010, la vente des actions d'AB Volvo a ainsi permis à Renault de bénéficier de 650 millions d'euros de réduction d'impôt.

Ce qui vérifie bien l'adage selon lequel plus on est riche, moins on paye d'impôt.

C'est pas moi, c'est lui

Jeudi dernier, les grévistes de la Fonderie du Poitou ont manifesté devant le siège de Montupet à Clichy, puis devant celui de Renault à Boulogne. Montupet plaide non coupable : son plan de « compétitivité » (avec 25 % de baisse de salaire) est exigé par Renault... qui à son tour a répondu que « Renault ne pouvait rien faire », et qu'il « donnait la charge de travail à Montupet qui la gèrait comme elle l'entendait. »

Ce serait bien la 1^{ère} fois que Renault ne s'immisce pas dans les affaires d'un fournisseur, surtout quand celui-ci travaille à 85 % pour Renault.